

ECONOMIA POLITICA
tti de Martiis »

Cogn.
382

LA

ESTION MONÉTAIRE

LETTRE A M. FRÈRE-ORBAN

MEMBRE DE LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS DE BELGIQUE

Par un Économiste.

PARIS
LIBRAIRIE GUILLAUMIN & C^o
14, RUE RICHELIEU, 14

1876

1882

S. COGNETTI DE MARTIIS

LA

QUESTION MONÉTAIRE

LETTRE A M. FRÈRE-ORBAN

MEMBRE DE LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS DE BELGIQUE

Par un Économiste.

N.ro INVENTARIO
PRE 15338

PARIS
LIBRAIRIE GUILLAUMIN & C^{ie}
14, RUE RICHELIEU, 14

—
1876

27 JAN 12 11 30 AM '22

RECEIVED
JAN 12 1922

THE UNIVERSITY OF CHICAGO

LIBRARY

CHICAGO, ILL.

1922

THE UNIVERSITY OF CHICAGO

LIBRARY

CHICAGO, ILL.

1922

THE UNIVERSITY OF CHICAGO

LIBRARY

LA QUESTION MONÉTAIRE

A Monsieur Frère-Orban,

Membre de la Chambre des Représentants de Belgique.

MONSIEUR,

J'ai lu dans les journaux le compte-rendu de l'interpellation que vous avez adressée, le 15 mars courant, à M. le Ministre des Finances, au sujet du monnayage de l'argent, sujet que la Chambre des Représentants devra de nouveau discuter plus tard. Tout en partageant votre opinion sur le fond du débat, j'aurais pourtant quelques réserves à faire, et je vous demande la permission de vous les soumettre.

Vous semblez conseiller à M. le Ministre des Finances de rompre la convention du 23 décembre 1865, qui lie la Belgique à la France, à la Suisse et à l'Italie et assure dans les quatre pays la circulation d'une même monnaie. — Est-

ce bien là ce qu'il y a de mieux à faire ? — Franchement, je crois que le remède serait pire que le mal. La Belgique, si elle consulte attentivement l'intérêt de son commerce et de ses relations avec les grands Etats qui l'avoisinent, ne se jugera point en situation d'avoir un système monétaire à elle seule. Elle ne pourrait abandonner le système français que pour se rattacher au système allemand. Or, le système monétaire allemand se ressent singulièrement de la précipitation avec laquelle il a été établi, c'est-à-dire qu'il est fort imparfait, plus imparfait même que le système français. En se laissant entraîner du côté de l'Allemagne, la Belgique risquerait donc, après avoir subi le trouble toujours très grave qu'amène un changement de système, de se trouver en définitive un peu plus mal qu'auparavant.

Ce n'est point à ce parti violent de la séparation que la Belgique doit recourir. Les moyens qui lui conviennent sont ceux de la persuasion et de la conciliation. Ces moyens-là lui ont déjà réussi plus d'une fois et lui offriraient encore, dans ce cas-ci, les meilleures chances de succès.

Puissance neutre et secondaire, la Belgique ne porte ombrage à personne. Elle a su, d'ailleurs, sous des administrations diverses, inclinant plus ou moins dans tel ou tel sens, se maintenir constamment dans une voie d'ordre et de modération. Cette sagesse politique, qui fait honneur à son gouvernement, autant qu'à la nation elle-même, lui a valu en Europe une certaine considération et une certaine influence, qu'on ne craint pas de voir trop grandir. L'initiative qu'elle prendrait dans une question comme celle des monnaies ne serait repoussée nulle part. Partout, au contraire, elle trouverait les gouvernements disposés à

écouter ses propositions avec une attention bienveillante. Voyons ce qu'elle pourrait dire à chacun d'eux :

A la France d'abord, elle a déjà représenté, et elle pourrait rappeler avec une nouvelle insistance, que la dépréciation de l'argent est manifeste. Le rapport de 15 1/2 à 4 a cessé d'exister entre les deux métaux monétaires; et si l'on persiste à frapper des pièces d'argent, en maintenant ce rapport, il est indubitable que l'or gagnera bientôt une prime qui en amènera l'exportation, en sorte que nous resterons avec une monnaie d'argent dépréciée. Un tel résultat serait contraire à l'intérêt de la France, aussi bien qu'à celui de ses confédérés monétaires. Il importe donc de le prévenir.

La France
et
l'Union Latine

Faut-il pour cela démonétiser l'argent, comme quelques personnes l'ont proposé? Non. Ce serait encore là une mesure violente, qui fausserait tous les contrats existants et porterait la plus grande perturbation dans les transactions commerciales. Le *franc*, aux termes de nos lois, est un poids de cinq grammes d'*argent*, au titre de 9/10 de fin. Toute obligation contractée en francs, sous l'empire de la législation actuelle, sera donc valablement acquittée en monnaie d'argent, et la loi nouvelle qui rendrait les paiements en or obligatoires, ne devrait s'appliquer qu'aux transactions futures. Comment, d'ailleurs, s'y prendrait-on pour supprimer une masse de numéraire montant à plusieurs milliards, et quel emploi donnerait-on au métal démonétisé? Les gouvernements de l'Union n'iront pas se heurter à des difficultés presque insurmontables. La seule chose à faire, pour le moment, serait de suspendre le monnayage de l'argent.

Voici alors ce qui arriverait :

La quantité de monnaie d'argent répandue dans la circulation diminuerait par diverses causes (l'usure, les pertes de toute nature, l'exportation, etc.) ; mais elle diminuerait lentement, car la principale de ces causes, l'exportation, cesserait à peu près d'agir. Les demandes d'argent, jusqu'à présent, sont venues surtout de l'extrême Orient. Ces demandes se ralentissent depuis quelque temps et se ralentiront probablement encore davantage. Les mines d'Amérique sont amplement en mesure de fournir à l'Orient tout l'argent dont il aura besoin. De plus, elles le lui fourniront à un prix bien plus bas que celui de nos monnaies. Il importe, en effet, de remarquer que, par suite de la suspension du monnayage, la baisse du métal en lingots n'entraînera pas une baisse égale dans la valeur de la monnaie faite avec ce métal. D'une autre part, l'or, qui se produit toujours abondamment, viendra remplacer peu à peu la monnaie d'argent qui disparaîtrait chez nous, en sorte que notre stock monétaire (or et argent) ne variera pas beaucoup ; et comme ce numéraire doit toujours répondre aux mêmes besoins, sa valeur aussi restera toujours à peu près la même, ou du moins, n'éprouvera pas de changement brusque.

Les partisans du double étalon soutiennent, il est vrai, que l'or ne pourra pas suffire aux transactions commerciales. Je ne crois pas cette opinion fondée. Cependant, si elle l'était, si l'on reconnaissait que, sous l'influence de la suspension du monnayage, la quantité de monnaie d'argent diminue rapidement, sans que l'or vienne la remplacer, rien n'empêcherait de reprendre, dans une certaine mesure, le monnayage de l'argent. Seulement, on devrait y procé-

der avec beaucoup de réserve, et n'en pas laisser le bénéfice à la spéculation. Les gouvernements de l'Union auraient à s'entendre à ce sujet dans leurs conférences annuelles.

Si, au contraire, comme je le crois plus probable, l'expérience démontre que la monnaie d'or, avec une certaine latitude pour le paiement des appoints en argent, suffit à tous les besoins du commerce, alors nous n'aurons qu'à laisser décroître graduellement notre monnaie d'argent; l'usage de cette monnaie se restreindra de lui-même, à mesure qu'elle deviendra plus rare, et nous arriverons ainsi à l'étalon d'or, sans aucune secousse. Voilà, ce me semble, quelle serait la marche la plus prudente à suivre, et celle qui mettrait le mieux à couvert tous les intérêts (1).

En supposant que cette combinaison soit adoptée, il est facile de prévoir qu'elle ne produira tout son effet qu'au bout d'un assez grand nombre d'années, pendant lesquelles nous conserverons l'usage de notre monnaie d'argent actuelle. Nous continuerons, du moins, à nous en servir

(1) On a dit que notre monnaie d'argent serait imitée à l'étranger, qu'on y fabriquerait des pièces de même titre et de même poids, qui ne pourraient pas être considérées comme de la fausse monnaie, et qui seraient mises aisément en circulation chez nous. Tout cela est inadmissible. Le droit de battre monnaie n'appartient pas au premier venu; c'est un attribut essentiel de la puissance publique, dans chaque pays. L'empreinte apposée par les gouvernements de l'Union sur leurs monnaies équivaut à une signature, et les faussaires qui essaieraient de contrefaire cette signature seraient punissables partout. Il serait, d'ailleurs, facile de les découvrir, car des monnaies aussi parfaites que les nôtres ne peuvent être fabriquées que dans de grands établissements, munis de puissantes machines. Une industrie de ce genre-là ne resterait pas longtemps secrète, et le gouvernement qui l'encouragerait, ou seulement la tolérerait, serait mis au ban des nations civilisées.

sur notre marché intérieur ; mais, dans nos relations avec les pays qui se sont mis au régime de l'étalon d'or, nous ne pourrions pas utiliser notre monnaie d'argent. Déjà, aujourd'hui, quand nous sommes leurs débiteurs, il nous faut bien les payer en or, puisqu'ils n'admettent pas d'autre monnaie. Par réciprocité, nous devrions, quand nous sommes leurs créanciers, exiger d'eux le paiement en or, ne fût-ce que pour empêcher notre approvisionnement d'or de s'appauvrir. Dans tous les cas, il serait avantageux, pour eux et pour nous, d'avoir une monnaie d'or commune, et personne n'a jamais contesté que l'adoption d'une même unité monétaire ne fût très désirable, dans l'intérêt de toutes les nations commerçantes. Mais les étrangers ne veulent pas de notre *franc*, pas plus que nous ne voulons de leur *marc*, ou de leur *dollar*, ou de leur *livre sterling*. Il faudrait donc trouver une unité qui ne dépendît, ni du caprice, ni des préjugés d'aucun peuple, mais qui se déduisit rationnellement d'un principe admis déjà par tout le monde. Pourquoi ne chercherait-on pas cette unité dans le système métrique, système destiné à devenir universel et à se substituer partout aux mesures locales encore existantes ?

La loi fondamentale de l'an III [avait classé les monnaies parmi les mesures du système métrique, et elle nous avait donné pour unité monétaire le poids de cinq grammes d'argent, au titre de $\frac{9}{10}$ de fin. L'argent était alors la monnaie principale, on n'employait l'or qu'exceptionnellement. Les temps sont changés, et maintenant que plusieurs grandes nations ont adopté l'étalon d'or unique, il n'est plus possible de faire d'un poids d'argent l'unité commune ; il faut, de toute nécessité, remplacer ce poids

d'argent par un poids d'or. On pourrait bien, sans doute, mettre un poids de cinq grammes d'or à la place du poids de cinq grammes d'argent; mais il serait plus simple et plus commode de prendre pour unité commune le gramme d'or lui-même et de définir toutes les pièces par leur poids en grammes, en les ramenant toutes au même titre de $\frac{9}{10}$ de fin.

Cette uniformité du titre est la première condition à remplir pour arriver à une monnaie universelle. La conférence monétaire qui s'est tenue à Paris, en 1867, l'a reconnu à l'unanimité, et elle s'est prononcée, à l'unanimité aussi, pour le titre de $\frac{9}{10}$ de fin. Lorsque les pièces sont à des titres différents, la comparaison de leurs valeurs rentre dans l'office des changeurs, des affineurs et d'un petit nombre d'hommes spéciaux; elle reste inaccessible à la masse du public. Si, au contraire, les pièces sont toutes au même titre, alors leur valeur relative ne dépend plus que de leur poids et tout le monde peut en juger.

Il est donc regrettable qu'on n'ait donné aucune suite au vœu de la conférence de 1867, tendant à établir l'uniformité du titre des pièces d'or dans tous les pays commerçants. C'eût été un premier pas vers l'uniformité complète des monnaies. L'uniformité du titre et l'uniformité du poids sont, en effet, les deux conditions à réaliser. Avec l'uniformité du titre, on eût déjà fait une moitié du chemin et l'autre moitié fût devenue plus facile. Il eût, d'ailleurs, été possible d'établir partout le titre de $\frac{9}{10}$ de fin, sans toucher à la valeur des pièces; il suffisait de laisser dans chacune d'elles la même quantité d'or fin, en modifiant seulement la proportion d'alliage, ce qui n'eût

opéré dans leur aspect qu'un changement à peu près insensible.

Maintenant même, si l'on ne pouvait obtenir rien de plus, ce serait encore là une mesure utile; mais comme une nouvelle conférence internationale sera toujours nécessaire, elle devra examiner la question dans son ensemble et consacrer au moins le principe de l'unité monétaire commune. Je persiste à penser qu'on ne pourrait trouver, pour cette unité commune, rien de mieux que le gramme d'or à 9/10 de fin.

Le principe une fois admis, il n'est pas douteux que toutes les puissances se réserveraient un long délai pour en faire l'application. Jusqu'à l'expiration de ce délai, nous serions maîtres de garder nos monnaies telles qu'elles sont; mais nous pourrions, dès à présent, commencer à frapper des pièces d'or de 5 grammes et de 10 grammes, afin d'habituer peu à peu le public aux comptes par grammes. Ces deux nouvelles pièces se distingueraient facilement, par leurs dimensions, de nos pièces de 10 fr. et de 20 fr.; la première vaudrait 15 fr. 50 c., la seconde 34 fr.. Elles entreraient donc sans difficulté dans les comptes en francs, que nous conserverions sur notre marché intérieur; tandis qu'elles permettraient d'établir des comptes en grammes pour le commerce extérieur, en même temps qu'elles faciliteraient les échanges avec les peuples qui se décideraient les premiers à prendre le gramme d'or pour unité.

La relation entre les comptes intérieurs en francs et les comptes du commerce extérieur en grammes, serait d'ailleurs très-simple. Le gramme d'or, à 9/10 de fin, vaut dans nos monnaies 3 fr. 10 c.; pour passer d'un compte

en grammes à un compte en francs, il suffirait donc de multiplier par 3,40 la somme exprimée en grammes ; réciproquement, pour traduire en grammes une somme exprimée en francs, on n'aurait qu'à diviser par 3,40 la somme écrite en francs.

L'émission des pièces d'un gramme et de deux grammes serait remise à une époque ultérieure ; on a déjà fait une objection contre la pièce d'un gramme qui représenterait l'unité. Cette pièce serait, à la vérité, fort petite ; mais il n'est pas du tout nécessaire que l'unité monétaire soit employée journellement dans les opérations d'échange, et l'on pourra fabriquer des pièces composées d'autant d'unités qu'on voudra. La petitesse du gramme d'or, loin d'être un désavantage, donnera au contraire des facilités pour introduire une certaine variété dans la division des monnaies d'or, de manière à proportionner leur valeur aux convenances de chaque pays, en formant des pièces d'un nombre rond de grammes qui se rapprocheront beaucoup des pièces diverses actuellement en usage. Nous allons le voir pour l'Allemagne.

L'empire d'Allemagne, après la conclusion de la paix, L'Allemagne.
se trouvant en possession d'une masse considérable de valeurs métalliques, en a profité pour établir l'étalon d'or. On ne peut nier qu'il ait bien choisi son moment et su tirer parti des ressources que la fortune de la guerre avait mises à sa disposition. La détermination qu'il a prise, de fixer à 9/10 de fin le titre de toutes ses monnaies, était également judicieuse ; mais il restait à statuer sur le poids des pièces et c'est là qu'une faute a été commise. Quelle raison a pu engager le législateur allemand à choisir pour

base de son système le poids de 500 grammes ? Pourquoi ce multiple 500, plutôt que le multiple 400 ou le multiple 1000 ? Pourquoi, surtout, plutôt que le gramme lui-même ? Puisqu'il s'agit de mesurer des poids, pourquoi ne pas les rapporter tout simplement à l'unité de poids ? On a bien vite senti que le poids de 500 grammes était trop fort pour servir d'unité, et l'on a cherché péniblement à déduire de là une autre unité, appelée le *marc*, qui fût le tiers du thaler. Voici comment on y est parvenu :

On a décidé qu'il serait frappé des pièces d'or de 40 marcs et de 20 marcs ; qu'avec le poids de 500 grammes d'or fin on ferait 139,5 pièces de 40 marcs ou un nombre moitié moindre de pièces de 20 marcs. Il entre donc dans le *marc* la 1395^{me} partie du poids de 500 grammes, c'est-à-dire 0^{sr}3584 d'or fin. Ajoutant un neuvième d'alliage, on a, pour le poids total du marc d'or à 9/10 de fin, 0^{sr}3982. Ce poids étant trop petit pour qu'on en puisse faire une pièce d'or, il a fallu se contenter de frapper des marcs d'argent. Ainsi, voilà l'unité d'or allemande représentée par une pièce d'argent. Assurément, tout cela est peu logique et l'Allemagne ne doit pas compter que les nations voisines accueilleront avec empressement un système si bizarre et si compliqué ; aucun Allemand éclairé ne supposera que le *marc* puisse jamais devenir l'unité monétaire universelle. Cependant il n'est pas dans l'intérêt de l'Allemagne de rester isolée ; l'adoption d'une unité monétaire commune à toutes les nations est aussi désirable pour son commerce que pour le nôtre. Or, elle aurait très-peu de chose à faire, très-peu de changement à introduire dans la valeur de ses monnaies, pour les rapporter au

gramme, à l'unité de poids, qui est en même temps la plus propre à servir d'unité monétaire universelle.

Le poids du marc d'or, avons-nous dit, est de 0^{gr}3982. Qu'on le porte seulement à 0^{gr}4, en le considérant, non plus comme l'unité, mais comme les $\frac{4}{10}$ du gramme pris pour unité. L'augmentation de valeur ainsi attribuée au marc est insignifiante ; elle représente à peine un demi-centime de notre monnaie ; en sorte que le marc de 4 décimes continuera de valoir le tiers du thaler. La pièce de 40 marcs deviendra une pièce de 4 grammes, avec une augmentation de valeur équivalant à 5 ou 6 de nos centimes, c'est-à-dire ne dépassant pas de beaucoup la tolérance admise tant sur le titre que sur le poids. Le rapport de $3\frac{1}{3}$, établi entre cette pièce et le thaler, pourra donc aussi être conservé, d'autant plus que ce rapport, entre une pièce d'or et une pièce d'argent, ne comporte pas une très-grande précision. Alors cessera cette espèce d'équivoque qui consiste à représenter l'unité d'or par une pièce d'argent ; l'unité monétaire sera une pièce d'or, très-petite à la vérité, mais enfin qui pourra être vue, maniée, pesée par tout le monde. Ce n'est pas du tout chose indifférente. Il importe d'apprendre au public que son unité monétaire n'est point un mithe, qu'elle a un type matériel comme toute autre pièce d'or, et que son poids se reproduit dans les autres pièces autant de fois que leur nom indique d'unités. Cela importe, si l'on veut éclairer le public, le dégager des préjugés dont son esprit est encore imbu, dans toutes les questions qui touchent aux monnaies ; cela importe également, si les gouvernements sont bien décidés à couper court aux abus dont nous trouvons tant d'exemples dans le passé, et dont ils ont

fini par avoir à souffrir eux-mêmes, autant que leurs créanciers ou les contribuables.

En acceptant le gramme d'or comme unité monétaire universelle, on ne serait point obligé de renoncer, sur les marchés intérieurs de l'Allemagne, à compter par marcs, si le public y trouve sa convenance. On comptera par marcs, en Allemagne, aussi longtemps qu'on voudra, de même que chez nous on pourra compter par francs; ce qui ne nous empêchera pas, nous et les Allemands, de nous servir du gramme comme unité commune, dans les transactions commerciales de peuple à peuple. Il y aura même cette différence, à l'avantage de l'Allemagne, que la relation entre les comptes en grammes et les comptes en marcs sera encore plus simple que ne le serait chez nous la relation entre les comptes en grammes et les comptes en francs.

En effet, le marc valant $\frac{4}{10}$ du gramme d'or, ou 4 décimes, il suffit pour transformer en grammes une somme évaluée en marcs, de la multiplier par 0,4; de même, si l'on veut revenir d'une somme exprimée en grammes à une valeur égale traduite en marcs, on n'aura qu'à diviser par 0,4 la somme exprimée en grammes.

Il n'y a donc point de grande difficulté à vaincre, ni de grand trouble à porter dans les habitudes populaires, pour arriver à l'adoption d'une unité monétaire commune. Un peu de bonne volonté y suffirait.

Prévoyons, toutefois, deux objections.

La monnaie d'or, dit-on, ne circule guère en Allemagne; on ne voit sur le marché que des pièces d'argent. Si donc on augmente la valeur des pièces d'or, quelque peu que ce soit, la tendance à les garder en réserve ou à les expor-

ter, tendance qui existe déjà, se développera encore davantage.

Ce serait, en effet, un inconvénient, ou plutôt un accroissement plus ou moins probable de l'inconvénient déjà existant et dont il faudrait d'abord rechercher la cause. Pourquoi le public est-il si pressé de remettre en circulation les pièces d'argent et si disposé à garder les pièces d'or? Est-ce parce que les pièces d'or sont trop bonnes, ou parce que les pièces d'argent sont trop mauvaises? Cette dernière supposition pourrait bien être la plus conforme à la vérité, et il ne serait pas surprenant qu'en Allemagne, comme ailleurs la mauvaise monnaie chassât la bonne.

L'ancienne monnaie d'argent est usée et défectueuse et les nouvelles pièces d'un marc, deux marcs et cinq marcs, sont trop faibles de poids. Ainsi, prenant pour exacts les chiffres donnés dans les tables de notre Annuaire du Bureau des longitudes, je vois que la pièce d'un marc pèse 5^{sr} 555^m. Or, même en conservant entre les deux métaux monétaires le rapport de 15 1/2 à 1, qui est devenu beaucoup trop favorable à l'argent, la pièce d'un marc d'argent devrait peser plus de 6 grammes; et si l'on tient compte de la dépréciation actuelle de l'argent, on reconnaîtra que la valeur réelle de cette pièce est inférieure d'au moins 20 0/0 à celle du poids d'or qu'elle représente. Comment s'étonner que le public aime mieux garder les pièces d'or que les pièces d'argent?

C'est un principe incontesté, depuis Aristote, que la monnaie doit avoir une valeur réelle et que son emploi est fondé sur cette valeur. Je sais bien que dans certains cas, et par exception à ce principe, on est parvenu à donner aux monnaies une valeur de convention supérieure à leur

valeur réelle; mais les exceptions, même nombreuses, ne détruisent pas la règle et, plus on s'en écarte, plus les conséquences de l'infraction peuvent devenir fâcheuses. Ne s'en est-on pas trop écarté en Allemagne et n'aurait-on pas dû s'arrêter au rapport de $15 \frac{1}{2}$, dans le poids des pièces d'argent, comparé à celui des pièces d'or. A ce compte-là, la pièce d'un marc d'argent, pour représenter convenablement un poids d'or de $0^{\text{sr}}4$, devrait peser $6^{\text{sr}}20$; la pièce de 2 marcs pèserait $12^{\text{sr}}40$. Quant à la pièce de 5 marcs d'argent, on pourrait la supprimer, en la remplaçant par une pièce de 2 grammes d'or.

Si l'on augmentait ainsi le poids des pièces d'argent, le public serait moins pressé de s'en défaire; la défiance qu'elles lui inspirent aujourd'hui tient, en grande partie, à l'exagération évidente de leur valeur légale. Plus cette valeur légale se rapprochera de la valeur réelle, moins le public aura de répugnance à garder indifféremment des pièces d'or ou des pièces d'argent.

L'autre objection a encore moins de gravité.

C'est par le poids d'or fin contenu dans ses pièces que le législateur allemand a entendu les mesurer. Et, en effet, quand on a des pièces à des titres différents, la comparaison entre elles ne peut s'établir que sur les quantités d'or fin qu'elles contiennent; mais quand les pièces sont toutes au même titre, toutes à $\frac{9}{10}$ de fin, comme c'est convenu et reconnu nécessaire si l'on veut arriver à une monnaie universelle, alors le poids d'or à $\frac{9}{10}$ peut tout aussi bien servir de mesure que le poids d'or fin, et il est plus commode, pour comparer les pièces, de prendre leur poids entier que d'en prendre les $\frac{9}{10}$. Cela est en même temps plus conforme à la règle générale d'arithmétique, qui porte

qu'on ne doit comparer entre elles que des quantités de même espèce. La monnaie n'est pas faite d'or fin, elle est faite d'or à $\frac{9}{10}$. L'unité de mesure monétaire doit donc être un poids d'or à $\frac{9}{10}$, et non un poids d'or fin. Au fond, cela reviendrait toujours au même; mais, pour la plus grande commodité de tout le monde, il vaut mieux mesurer la valeur des pièces par leur poids entier que d'avoir à en retrancher un dixième; c'est donc le gramme d'or à $\frac{9}{10}$ de fin qui devra être pris pour unité monétaire universelle.

Après l'Allemagne, le pays qui pourrait le plus facilement accepter le gramme d'or comme unité de mesure monétaire serait la République des États-Unis. Déjà, sur la proposition d'un membre du Congrès (M. Kelley), le gouvernement des États-Unis a frappé un certain nombre de pièces de 3 dollars d'or, du poids de 5 grammes. La valeur du gramme d'or à $\frac{9}{10}$ de fin équivaut donc à $\frac{3}{5}$ de dollar (*sixty cents*). Dès lors, rien n'empêche de frapper d'autres pièces évaluées en grammes, des pièces de 10 grammes, par exemple, d'une valeur égale à celle de 6 dollars. Rien n'empêcherait non plus de conserver sur les marchés intérieurs du pays les comptes en dollars, tout en adoptant les comptes en grammes pour le commerce extérieur. Et quand on voudrait passer des uns aux autres, d'un compte en grammes, je suppose, à un compte en dollars, on n'aurait qu'à multiplier par 0,6 la somme exprimée en grammes. Si, au contraire, la somme était donnée en dollars et qu'on voulût la traduire en grammes, il faudrait la diviser par 0,6.

Les
États-Unis.

Jusqu'ici, aucune difficulté sérieuse ne semble devoir

se rencontrer. Dans les divers pays que je viens de mentionner, dans l'Union latine, en Allemagne, et aux États-Unis, on pourrait, tout en conservant aussi longtemps qu'on voudrait les habitudes populaires actuelles et la manière actuelle de compter, sur le marché intérieur, adopter le gramme d'or à $\frac{9}{10}$ de fin comme unité monétaire pour le commerce extérieur.

L'Angleterre. Avec l'Angleterre, l'entente serait moins facile. D'abord les Anglais n'ont pas le titre de $\frac{9}{10}$; leur monnaie est à $\frac{11}{12}$ de fin. Il y aurait donc un premier effort à faire pour obtenir le changement du titre. Probablement on y réussirait, car le gouvernement anglais n'aurait aucune bonne raison à opposer, et il a même déjà déclaré que le titre uniforme de $\frac{9}{10}$ lui paraissait acceptable; mais s'il ne voulait pas modifier en même temps la valeur de ses pièces, le souverain anglais, ramené au titre de $\frac{9}{10}$, pèserait $8^{\text{re}} 435^{\text{m}}$, nombre fractionnaire qui compliquerait assez gravement les calculs. Il faudrait donc pouvoir supprimer la fraction 435 milligrammes, équivalant à peu près à $\frac{1}{4}$ pence, en sorte que le nouveau souverain vaudrait $\frac{1}{4}$ pence de moins que la livre sterling. Les Anglais tiennent beaucoup à leurs habitudes et ne se décideront pas aisément à cette double concession. Mais si tous les autres peuples se mettaient d'accord pour faire du gramme d'or à $\frac{9}{10}$ de fin l'unité monétaire commune, il faudrait bien que les Anglais y vinssent à leur tour, et ils y viendraient dès qu'ils verraient clairement que leur intérêt l'exige.

L'Autriche
et
la Russie. Restent deux grands pays, l'Autriche et la Russie, dont je ne veux dire que peu de mots. Dans l'un et dans l'autre,

la circulation en papier domine, et ils paraissent devoir s'y résigner pour un temps encore assez long. Mais l'adoption en principe du gramme d'or comme unité monétaire, ne reculerait point l'époque à laquelle ils pourront reprendre la circulation métallique, et ne créerait pour eux aucune difficulté nouvelle. La Russie a déjà des pièces de 3 roubles d'or qui valent presque exactement 4 grammes; le gramme d'or, à $\frac{9}{10}$ de fin, équivaut donc à $\frac{3}{4}$ de rouble ou 0,75. Ainsi, pour passer d'un compte établi en grammes à un compte en roubles, on n'aurait qu'à multiplier par 0,75 la somme évaluée en grammes. De même pour traduire en grammes une somme exprimée en roubles, il faudrait diviser par 0,75 la somme écrite en roubles. Je ne parle ici que du rouble d'or, attendu qu'il n'y a pas de comparaison possible avec le rouble-papier, dont la valeur est variable.

En Autriche, le florin représente $\frac{8}{10}$ du gramme d'or, Les comptes en florins se transformeraient donc en comptes en grammes, ou les comptes en grammes en comptes en florins, au moyen d'une multiplication ou d'une division par 0,8. La pièce de 5 florins serait en même temps une pièce de 4 grammes, la pièce de 10 florins une pièce de 8 grammes, en sorte que les monnaies d'or de l'Autriche pourraient être identiquement les mêmes que celles de l'Allemagne.

En résumé, si l'on veut bien chercher la solution du problème, en se dégageant de toute prévention nationale, on verra qu'il est partout possible, sans troubler violemment les habitudes populaires, de prendre le gramme d'or à $\frac{9}{10}$ de fin pour unité monétaire, de mettre en circulation des pièces d'or désignées par leur poids et

composées d'un nombre rond de grammes, enfin, d'établir en grammes les comptes du commerce international, tout en conservant sur le marché intérieur de chaque pays, aussi longtemps qu'on le voudra, la manière de compter actuellement en usage.

Revenons maintenant à notre point de départ et à vos préoccupations bien légitimes pour les intérêts de la Belgique. La convention que ses commissaires ont signée, au mois de février dernier, avec ceux des autres gouvernements de l'Union, s'exécute aujourd'hui partout, et il ne serait guère possible d'en arrêter désormais l'effet pour l'année courante ; mais la Chambre des Représentants pourrait faire connaître nettement ses intentions à M. le Ministre des finances, et lui déclarer qu'elle refusera son adhésion à toute convention ultérieure qui autoriserait une nouvelle émission de pièces de 5 francs d'argent. Il est très-probable, au reste, que dans la prochaine conférence, la majorité votera pour la suppression du monnayage de l'argent. Déjà la Suisse est d'accord avec vous sur ce point, et l'opinion, en France, se prononce de plus en plus dans le même sens. L'Italie seule fera peut-être quelques objections, fondées sur la plus grande facilité que pourrait lui fournir la monnaie d'argent pour la reprise des paiements en espèces ; mais l'époque de cette reprise paraît encore bien éloignée, et la première chose que l'Italie aurait à faire serait de retirer de la circulation ces déplorables petits billets de moins de 5 francs dont le pays est inondé. Or, pour remplacer les petits billets, c'est de la menue monnaie qu'il lui faudrait et non pas des pièces de 5 francs.

Malheureusement, la menue monnaie a été billonnée,

et en altérant le titre des pièces, on a dû limiter à 6 francs par habitant la quantité de cette monnaie que chaque pays pourrait émettre. Le contingent assigné à l'Italie, en monnaie billonnée, par la convention du 23 décembre 1865, s'élevait à 144 millions, et l'article 9 de la même convention constatait qu'elle en avait déjà frappé pour environ 100 millions. N'a-t-elle pas complété ou même dépassé depuis longtemps le *quantum* qui lui était attribué ? Si l'on tient compte de la monnaie pontificale, devenue monnaie italienne depuis l'annexion, on peut affirmer que le chiffre de 6 fr. par habitant a été au moins atteint, et, par conséquent, que l'Italie n'a plus le droit de frapper de la monnaie billonnée. Ce n'est pas au moment où l'argent perd une notable partie de sa valeur, par suite d'un changement dans le rapport de l'offre à la demande, qu'il conviendrait de s'engager davantage dans cette mauvaise voie de l'altération du titre des monnaies.

Le billonnage des menues pièces d'argent n'a jamais été proposé que comme un expédient, destiné à empêcher l'exportation de l'argent, qui se raréfiait sur nos marchés. Nous sommes loin d'avoir aujourd'hui le même danger à craindre, et les raisons qu'on alléguait en 1865, pour surmonter la répugnance que la mesure proposée rencontrait en France et en Belgique, ont perdu tout ce qu'elles pouvaient avoir de spécieux. On invoquait alors, assez mal à propos, l'exemple de l'Angleterre, qui n'était pas du tout applicable à notre situation. L'Angleterre, en effet, a l'unité d'or, la livre sterling ; la monnaie d'argent n'est chez elle qu'une monnaie de convention, formée de pièces divisionnaires, représentant les fractions de l'unité jugées trop petites pour être monnayées en or ; encore ces pièces

d'argent sont-elles toutes au même titre. Mais, chez nous la pièce d'un franc n'était point une pièce divisionnaire, c'était l'unité même. Quant à la pièce de 2 francs, c'est un multiple, tout aussi bien que la pièce de 5 francs, et l'on ne voit pas pourquoi ces deux multiples sont mis à des titres différents.

L'altération du titre des menues pièces d'argent a entraîné des inconséquences de toute espèce. Ainsi, nous avons des francs de trois valeurs différentes, en argent seulement, sans parler d'un quatrième franc en or. Le véritable *franc*, le franc de cinq grammes d'argent à $\frac{9}{10}$ de fin, ne se rencontre que dans la pièce de 5 francs. La pièce d'un franc, à $\frac{835}{1000}$ de fin, en France, en Italie et en Belgique, vaut environ 92 centimes; mais, en Suisse, il reste beaucoup d'anciennes pièces, frappées au titre de $\frac{8}{10}$ et dont la valeur réelle n'est que de 89 centimes; ce qui n'empêche pas les Suisses de refuser les pièces pontificales, quoiqu'elles valent 3 centimes de plus que les leurs.

Il serait bien temps de faire cesser toutes ces irrégularités et d'abroger cette législation fantaisiste, qui attribue à des pièces d'un même métal des valeurs manifestement discordantes. Les menues pièces d'argent sont bien plus utiles que les écus de cinq francs. Nous n'avons aucun besoin de ces lourds écus, que tout le monde trouve incommodes et qui peuvent être suppléés par l'or. La menue monnaie, au contraire, continuera d'être employée comme appoint, pendant bien longtemps, même quand les pièces de cinq francs auront disparu. Il n'y aurait donc pas d'inconvénient, tout en suspendant le monnayage des grosses pièces, à augmenter un peu la quantité de menue monnaie,

pourvu, toutefois, qu'on la remette au titre normal. A cette condition, et en accordant un délai de deux ans pour retirer de la circulation la monnaie billonnée, on pourrait peut être élever à 8 ou 10 francs par habitant le chiffre que la convention de 1865 avait fixé à six francs.

Dans tous les cas, l'uniformité du titre, pour les monnaies d'appoint, aussi bien que pour les monnaies d'or, est une mesure rationnelle, sur laquelle tous les gouvernements devraient s'entendre, car les appoints formeront souvent une fraction assez importante de la somme à payer, et il ne faudrait pas que, sous le nom d'appoint et en abaissant le titre des pièces, un pays pût donner à ses créanciers, pour une même fraction de la somme principale, la moitié seulement ou les trois quarts de ce que donnerait un autre.

La question relative à la monnaie d'argent sera probablement vidée dans la prochaine conférence, qui doit se tenir à Paris au mois de janvier 1877 ; mais cette conférence, dans laquelle les États de l'Union latine sont seuls représentés, ne peut rien décider, quant au choix de l'unité d'or universelle.

C'est à une autre institution, récemment fondée, à la conférence internationale des poids et mesures, qu'il appartiendrait de s'occuper des monnaies, considérées comme instruments de mesure universelle.

Le règlement de cette institution a été publié dans le *Journal Officiel Français*, du 24 décembre 1875, et je lis à l'article 7 :

« La conférence générale mentionnée à l'article 3 de la convention a pour mission de discuter et de
« proposer les mesures nécessaires pour la propagation et

« le perfectionnement du système métrique, ainsi que de
« sanctionner les nouvelles déterminations métrologiques
« qui auraient été faites dans l'intervalle de ses réunions.
« Elle reçoit les rapports du Comité international sur les
« travaux accomplis, etc. »

Cette conférence générale ne s'assemble que tous les six ans ; mais le Comité, dont parle l'article 7, se réunit tous les ans ou tous les deux ans ; il est chargé, comme l'indique cet article, de préparer le travail qui doit être soumis à l'examen et à la sanction de la conférence, dans les sessions plénières qu'elle tient tous les six ans.

La monnaie, en tant que mesure, rentre dans les attributions du Comité et de la Conférence. Si l'on se rappelle qu'elle a été comprise dans la loi même qui instituait le système métrique, comment expliquerait-on que les questions relatives aux mesures monétaires fussent bannies des études qui ont pour objet *le perfectionnement et la propagation de ce système ?*

Dans une lettre adressée, il y a quelques mois, à M. le Président du Comité, j'ai déjà appelé son attention sur ce sujet. Je joins ici copie de cette lettre. Si vous pensiez qu'il y a quelque chose à faire dans le sens que j'indique, il vous serait sans doute facile d'obtenir que le commissaire belge, qui fait partie du comité, reçût des instructions pour porter la question, soit devant le Comité, soit devant la Conférence. J'ai tout lieu de croire qu'on arriverait ainsi assez promptement, à des résultats utiles.

Copie de la lettre adressée, le 15 décembre 1875, à M. le Président du Comité international des Poids et Mesures :

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

L'institution du Comité international des poids et mesures a pour but de propager les mesures du système métrique et d'en assurer la parfaite uniformité, dans tous les pays qui ont adopté ce système ou qui sont disposés à l'adopter. Or, les lois fondamentales du 18 germinal et du 28 thermidor an III, rendues sur la proposition de l'Académie des sciences, ont classé les monnaies parmi les mesures du système métrique, et il n'y a aucune raison pour les en exclure aujourd'hui. La détermination de l'unité monétaire, qui devra être prise dans le système métrique et deviendra commune à toutes les nations commerçantes, se rattache donc aux attributions du Comité que vous présidez.

Plusieurs grandes nations ayant adopté l'étalon d'or unique et n'admettant plus que l'or comme monnaie normale, il est clair que l'unité monétaire universelle ne pourra être qu'un certain poids d'or, et je ne pense pas qu'on trouve rien de mieux à faire que de prendre pour unité de mesure monétaire l'unité de poids elle-même, c'est-à-dire le gramme d'or à 9/10 de fin. Peu de mots suffiront pour justifier mon opinion.

La loi de l'an III, dont je parlais tout à l'heure, nous a donné pour unité monétaire le *franc* de cinq grammes d'argent à 9/10 de fin ; mais cette unité n'était applicable qu'à la monnaie d'argent. L'Académie des sciences, qui avait préparé le projet de loi, n'avait garde d'oublier ce principe élémentaire : *qu'on ne peut comparer entre elles que des quantités de même espèce*, et, par conséquent, qu'on ne peut pas mesurer la monnaie d'or avec une unité d'argent, pas plus que la monnaie d'argent avec une unité d'or. Aussi n'avait-elle point rapporté la monnaie d'or au *franc*. La loi de l'an III décidait seulement qu'il serait frappé des

pièces d'or de *dix grammes*, au titre de $\frac{9}{10}$ de fin, et qu'au centre de chaque pièce on inscrirait son poids. Or, dans une pièce de dix grammes, l'unité est le gramme. Ainsi l'unité adoptée en l'an III pour la monnaie d'or était le gramme d'or à $\frac{9}{10}$ de fin; et si la question était de nouveau portée devant l'Académie des sciences, je tiens pour certain que les académiciens d'aujourd'hui ne désavoueraient pas leurs illustres devanciers du dernier siècle.

J'avais essayé, en 1867, de soumettre cette question à l'Académie; mais la Commission qui avait été nommée pour examiner ma note, Commission qui se composait de MM. Mathieu, Regnault et Péligot, s'arrêta devant un scrupule, exagéré peut-être. Elle représenta que deux Commissions officielles étaient déjà chargées d'étudier la question monétaire, et ne crut pas que l'Académie dût s'en occuper dans un pareil moment.

Cependant le travail des Commissions officielles est resté à peu près sans résultat, et la question n'a même jamais été nettement posée devant elles. Elles se sont bornées à chercher un moyen de rapprochement quelconque entre les monnaies de certains pays; mais un rapprochement, plus ou moins imparfait, ne suffirait pas aux besoins du commerce. Il faut, pour les satisfaire, adopter une unité commune, à laquelle on puisse rapporter, en tout pays, la valeur de toutes les marchandises.

C'est ce qu'avait très-bien compris le Congrès des Etats-Unis d'Amérique, qui, dès l'année 1866, autorisait le Président de la République : *« to appoint a special commissioner to negotiate with foreign governments, for the establishment of the common unit of money, of identical value, in all commercial countries. »*

Voilà la véritable question à résoudre. Vous remarquerez d'ailleurs que l'adoption d'une commune unité d'or n'implique pas nécessairement l'abandon de la monnaie d'argent. Chaque Etat resterait libre de se servir, comme il l'entendrait, de la monnaie d'argent, dans les limites de son territoire, et nous pourrions parfaitement conserver chez nous l'usage de la monnaie d'argent, dans des proportions très-larges, tout en adoptant une mon-

naie d'or commune avec les autres nations. Je serais prêt à fournir, sur ce point-là, de plus amples explications, si elles étaient jugées nécessaires.

Mais je ne veux aujourd'hui qu'appeler votre attention et celle de MM. vos collègues sur l'incontestable utilité qu'aurait pour les différents pays représentés, soit dans le Comité, soit dans la Conférence, l'adoption d'une même unité monétaire. Il y a donc là un service à leur rendre, et, tout en mettant lui-même la question à l'étude, le Comité pourrait aussi en provoquer l'examen par l'Académie des sciences. Après tout, elle mérite bien d'être examinée et ne serait assurément pas sans intérêt pour le développement des relations commerciales dans le monde civilisé.

Veuillez agréer, etc.

Pour copie conforme :

UN ÉCONOMISTE.

Mars 1876.

• 360

the first of these is the fact that the
the second is the fact that the
the third is the fact that the
the fourth is the fact that the
the fifth is the fact that the
the sixth is the fact that the
the seventh is the fact that the
the eighth is the fact that the
the ninth is the fact that the
the tenth is the fact that the

the eleventh is the fact that the

the twelfth is the fact that the

the thirteenth is the fact that the

the fourteenth is the fact that the

the fifteenth is the fact that the



360

• 300

LABORATORIO
« S. Cog